



**DECLARATION DE DHAKA
DE LA
45EME SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES
DES AFFAIRES ETRANGERES DES ETATS MEMBRES DE
L'ORGANISATION
DE LA COOPERATION ISLAMIQUE**
(Session des valeurs islamiques pour la paix, la solidarite et le developpement durable)

Dhaka, République Populaire du Bangladesh
5-6 Mai 2018
(20-21 Cha'abane 1439 H)

**DECLARATION DE DHAKA
DE LA
45EME SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES
DES AFFAIRES ETRANGERES DES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA
COOPERATION
ISLAMIQUE**

(Session des valeurs islamiques pour la paix, la solidarite et le développement durable)

Dhaka, République Populaire du Bangladesh

5-6 Mai 2018

(20-21 Cha'abane 1439 H)

1. **Nous**, Ministres des Affaires Etrangères et Chefs de Délégation des Etats Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), participant à la 45^{ème} Session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCI, tenue à Dhaka, les 5-6 Mai 2018, sous le thème "*Session des Valeurs islamiques pour la paix, la solidarité et le développement durable*" ;
2. **Reconnaissant** le rôle central de l'OCI en tant que plate-forme vouée au renforcement d'une coopération mutuellement avantageuse entre les États membres dans les domaines politique, sécuritaire, économique, social, culturel, éducatif, environnemental, humanitaire et autres composantes du développement durable ;
3. **Réaffirmant** l'engagement des Etats Membres et leur attachement aux principes et objectifs consacrés dans la Charte de l'OCI et son Programme d'Action OCI-2025 et, en particulier, les dispositions pertinentes visant à promouvoir et renforcer les liens d'unité et de solidarité entre les Etats Membres et avec les diverses minorités et communautés musulmanes à travers le globe ;
4. **Rappelant** les riches contributions historiques apportées par la religion noble et pacifique de l'Islam et les valeurs intrinsèques que cette religion a données à la civilisation moderne, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la modération, de la science, de la culture et des lumières qui ont contribué à émanciper et à éveiller l'humanité tout entière;
5. **Prenant note** des défis liés à la paix et à la sécurité et aussi au développement, notamment les tensions et l'instabilité croissantes dans certaines parties du monde et en particulier dans le monde musulman, qui sont exacerbées par les conflits non résolus, les manifestations d'intolérance et les tentatives délibérées de ternir l'image d'une religion, de ses symboles sacrés et d'en présenter les adeptes sous des stéréotypes réducteurs;
6. **Apprécient** l'initiative de la République Populaire du Bangladesh d'accueillir la 45^{ème} Session du CMAE et son choix d'un thème qui témoigne de sa conviction de la nécessité d'un nouveau paradigme solidement ancré dans les valeurs islamiques avérées visant à ramener la paix et à promouvoir le développement durable dans les Etats membres à travers des actions islamiques conjointes, faisons la déclaration suivante :
7. **Nous exprimons** notre profonde satisfaction du fait qu'après plus de quatre décennies d'existence, l'OCI en tant qu'organe multilatéral suprême du monde musulman, ait

continué à accroître sa visibilité et sa présence au niveau international et soit devenue un partenaire du dialogue stratégique dans le cadre du maintien de la paix et la sécurité internationales ainsi que dans le domaine de la lutte contre les défis émergents et les nouvelles menaces à l'intérieur de l'aire géographique de l'OCI. [Nous prenons note de la nécessité d'une mise en œuvre complète et ponctuelle du Programme d'Action OCI-2025 par le biais d'actions collectives et d'initiatives basées sur des projets tels que définis dans le Plan de Mise en œuvre du PAO. En conséquence, Nous exhortons le Secrétaire général à poursuivre les efforts de réforme pour transformer, renforcer et repositionner l'Organisation en tant qu'institution encore plus efficace pour renforcer l'unité de l'Oummah, garantir la paix et la sécurité durables et accélérer le développement socio-économique pérenne des États membres.]

8. **Nous réaffirmons** notre engagement à respecter la sécurité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des États membres, ainsi que la nécessité de résoudre les conflits et les différends persistants ou émergents par la négociation, la médiation, la conciliation et le recours aux autres moyens pacifiques, mécanismes juridiques, diplomatiques et internationaux fondés sur les principes et les normes universellement reconnus du droit international. À cet égard, Nous appelons à la pleine activation de l'architecture de paix et de sécurité de l'OCI et à la relance des bons offices du Secrétaire général.
9. **Nous soulignons** la centralité de la cause de Palestine et d'Al-Qods Al-Sharif pour l'Oummah et réaffirmons notre soutien de principe au droit du peuple palestinien à recouvrer ses droits inaliénables, y compris le droit à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté de l'Etat de Palestine, à l'intérieur de ses frontières d'avant 1967 avec Al-Qods Al-Sharif comme capitale, ainsi que le droit des réfugiés palestiniens de retourner dans leurs foyers, conformément aux termes du droit international et à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans ce contexte, nous réitérons notre rejet de la récente reconnaissance par les Etats-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël et condamnons sans équivoque sa décision de transférer son Ambassade dans cette ville, le 14 mai, et considérons cette décision comme une action planifiée et illégale et comme un mépris flagrant du droit international et de la volonté collective de la communauté internationale, comme cela a été clairement exprimé lors du Sommet extraordinaire de l'OCI, réuni le 13 décembre 2017 à Istanbul ainsi que dans la résolution de l'Assemblée Générale des Nations unies n°10/19, adoptée le 21 décembre 2017.
10. Conformément aux dispositions du communiqué final du Sommet extraordinaire de l'OCI, **nous faisons** assumer à l'administration américaine l'entière responsabilité de toutes les conséquences de son action illégale, qui contribue à attiser encore plus le conflit et à garantir l'impunité à la puissance occupante ; nous redisons également que cette action ne fait que disqualifier l'administration américaine vis-à-vis de son rôle proclamé d'honnête courtier du processus de paix.
11. A la suite de cette action illégale des Etats Unis, **nous appelons** tous les autres Etats à s'abstenir de soutenir la décision américaine et à adhérer aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité qui condamnent de telles décisions illégales de transfert des missions

diplomatiques à al-Qods al-Charif ; **nous réaffirmons** également les conclusions du Sommet extraordinaire de l'OCI à ce sujet, qui considèrent le déplacement des missions diplomatiques à al-Qods al-Charif comme une violation des droits historiques, juridiques, naturels et nationaux du peuple palestinien et comme une volonté délibérée de faire avorter tous les efforts de paix.

12. **Nous invitons** tous les Etats membres de la communauté internationale à rester attachés au statut d'al-Qods al-Charif et à l'ensemble des résolutions pertinentes de l'ONU, conformément aux décisions y afférentes dans le communiqué final du Sommet extraordinaire de l'OCI tenu à Istanbul et aux termes de la Déclaration d'Istanbul intitulée « Liberté pour Al-Qods ».
13. **Nous condamnons** les politiques et pratiques illégales d'Israël, la puissance occupant, à l'encontre du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est, et appelons à la cessation complète de toutes les atteintes israéliennes au droit international, y compris la fin immédiate du blocus de la bande de Gaza et de toutes les activités de colonisation, de démolition des maisons palestiniennes, de meurtre, de blessure et de détention de civils palestiniens, y compris les enfants, de même que nous dénonçons l'annexion illégale et la judaïsation de Jérusalem-Est occupée et toutes les tentatives visant à en modifier la composition démographique, le caractère et l'histoire, ainsi que les actes de provocation et d'incitation contre la mosquée Al-Haram al-Sharif et Al-Aqsa par les forces d'occupation israéliennes et les colons extrémistes. Nous appelons également à la libération immédiate de tous les prisonniers et détenus palestiniens dans les prisons et centres de détention israéliens.
14. **Nous exprimons** notre profonde préoccupation face aux récents actes brutaux systématiquement perpétrés par les forces de sécurité contre la communauté musulmane Rohingya au Myanmar, qui ont pris les proportions d'un véritable nettoyage ethnique, ce qui représente une violation grave et flagrante du droit international avec plus de 1 million de Rohingyas touchés et déplacés de force au Bangladesh, en plus de l'incendie de leurs maisons et de leurs lieux de culte. À cet égard, nous félicitons le Premier ministre Sheikh Hasina pour son engagement personnel face au drame des êtres les plus persécutés dans le monde et son plaidoyer pour mobiliser un soutien international ferme et résolu en vue de désamorcer la crise et de mettre pleinement en œuvre les recommandations formulées par la Commission consultative sur l'État de Rakhine (Commission Annan).
15. **Nous soulignons** l'importance pour les Etats membres de l'OCI de rester tout aussi engagés au sein du système des Nations Unies, y compris à l'AGNU et au Conseil des droits de l'homme, ainsi qu'avec les autres organisations internationales compétentes pour contrer les violations massives des droits des musulmans Rohingyas, tout en tenant compte des développements récents.
16. **Nous réaffirmons** également notre entière solidarité avec le Bangladesh devant l'énorme afflux de Rohingyas, avec ses conséquences humanitaires et sécuritaires pour le pays et avec les Rohingyas, victimes d'actes de violence soutenus par l'État du Myanmar. Nous exprimons notre gratitude aux États membres qui ont pris des mesures immédiates et fourni une aide humanitaire aux camps de réfugiés au Bangladesh et appelons à l'octroi

d'une assistance accrue de la part de tous les États membres pour permettre au Bangladesh de faire face à l'afflux de réfugiés sur son territoire.

17. **Nous saluons** la résolution adoptée sur la situation de la Communauté Rohingya du Myanmar et **nous nous engageons**, à cet égard, à traiter la question de la reddition de comptes pour les violations des droits humains commises à l'égard des Rohingyas au Myanmar, à travers la mise en place d'un comité *ad hoc* qui sera présidé par la Gambie.
18. **Nous soulignons** la nécessité de stabiliser au plus tôt la situation en Asie du Sud-Est et en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et dans les autres parties affectées du continent africain en résolvant d'urgence toutes les crises et conflits afin d'éviter leur impact destructeur et négatif conformément aux principes des chartes de l'ONU et de l'OCI et aux normes internationales universellement reconnues, afin de mettre fin aux souffrances des populations affectées et à la migration et au déplacement forcé de populations qui en résultent. Dans ce contexte, nous réaffirmons notre ferme solidarité avec l'Azerbaïdjan, le Soudan, les Comores, le Yémen, la Libye, la Syrie, le Mali, la Somalie, la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine, le Kosovo, le Jammu-et-Cachemire et Chypre du Nord, de même qu'avec toutes les minorités et communautés musulmanes dans les États non membres de l'OCI et ce dans le respect du principe de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États auxquels elles appartiennent, conformément au droit international et aux accords conclus dans ce cadre.
19. **Nous insistons** sur la nécessité du retour d'une paix et d'une stabilité durables en Afghanistan en tant que facteur important pour le maintien et le renforcement de la sécurité non seulement sur tout le vaste continent asiatique, mais aussi dans le monde entier; nous réitérons son soutien au règlement du conflit afghan par un processus inclusif de réconciliation nationale conduit par les Afghans eux-mêmes et encourageons les efforts de l'OCI pour convoquer une conférence internationale d'Oulémas visant à promouvoir la réconciliation politique et le retour de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afghanistan.
20. **Nous réaffirmons** notre ferme condamnation des attaques terroristes atroces et abjectes qui ont été perpétrées contre des États membres et dans diverses parties du monde et exprimons toute notre sympathie et notre solidarité avec les victimes, tout en soulignant que l'islam est une religion de paix et ne légitime en aucune façon les actes monstrueux et barbares ni les tueries de masse perpétrées par les groupes terroristes contre des personnes innocentes. **Nous insistons** sur la menace que l'extrémisme violent et le terrorisme font peser sur toutes les sociétés ainsi que sur la paix et la sécurité internationales et appelons à une plus grande collaboration et à une coopération plus poussée entre les États membres pour prévenir et combattre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations de même que le trafic d'armes, de drogues et d'êtres humains et renouvelons notre engagement inébranlable à renforcer le partenariat entre l'OCI et les autres organisations internationales et régionales dans ce domaine.
21. Nous apprécions, à cet égard, la proposition en quatre points faite par le Premier ministre du Bangladesh, SE Sheikh Hasina, lors de la Conférence de Riyad, en 2017, en vue de lutter de manière globale contre le terrorisme, proposition qui consiste à mettre un terme au

trafic d'armes et au financement du terrorisme, à éliminer toutes questions litigieuses au sein de la Oummah et à trouver un règlement pacifique aux conflits par le dialogue aboutissant à une situation gagnant-gagnant.

22. **Nous exprimons**, en outre, notre soutien à toutes les initiatives visant à parvenir au désarmement nucléaire et à l'élimination des autres armes de destruction massive afin de renforcer la paix et la sécurité internationales.
23. **Nous notons** qu'avec les réalités existantes de ce 21^{ème} siècle, qui est connu pour être l'âge de la mondialisation, de la technologie de l'information et de la communication, de l'Internet, et de la concurrence croissante dans l'espace mondial, aussi bien que celui de la mondialisation du marché, un intérêt prioritaire doit être accordé à la promotion des investissements, au développement du capital humain et au renforcement des capacités des femmes et des jeunes en tant que valeur la plus importante et atout décisif pour atteindre les objectifs du développement durable, de la modernisation et du renouveau.
24. **Nous appelons** les États membres et les institutions compétentes de l'OCI à poursuivre et élargir leurs programmes et activités dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie et en particulier, dans le cadre du programme d'échange éducatif, à améliorer les programmes de formation et de stages, renforcer les liens entre les établissements d'enseignement supérieur, promouvoir les projets scientifiques et de recherche communs, créer des bourses et des programmes de formation technique et professionnelle adéquats.
25. **Nous saluons** la convocation de la 1^{ère} Conférence des ministres des affaires étrangères consacrée à la Jeunesse, à Dhaka, le 04 mai 2018, en tant que partie intégrante de la 45^{ème} session du CMAE et ce conformément aux décisions de la session spéciale de brainstorming au niveau ministériel sur « *la Jeunesse, la Paix et le Développement dans un Monde de Solidarité* », tenue lors de la 44^{ème} session du CMAE le 11 juillet 2017 à Abidjan. Nous exprimons à cet égard notre appréciation au gouvernement du Bangladesh pour la coordination établie avec le Forum de Jeunesse de la Conférence Islamique pour le Dialogue et la Coopération (ICYF-DC) pour la convocation d'un rassemblement de jeunes aussi impressionnant, et invitons le pays-hôte de la 46^{ème} session du CMAE à envisager d'organiser à son tour la deuxième édition du CMAE-Jeunes en 2019, en coordination avec l'ICYF-DC et son institution nationale dûment agréée pour la jeunesse.
26. **Nous soulignons** également la nécessité de diffuser les connaissances sur l'Islam éclairé comme outil important pour combattre le terrorisme, l'extrémisme violent et le fanatisme religieux. Nous apprécions hautement les efforts menés à l'échelle mondiale pour combattre la radicalisation et l'extrémisme en se basant sur les vraies valeurs de l'Islam et nous saluons dans ce contexte la création et le renforcement du centre de messagerie dédié de l'OCI, « *Sawat Al Hikmah* ».
27. **Nous prenons note** des défis du développement à long terme auxquels sont confrontés les États membres. Dans ce contexte, nous saluons les réalisations récentes du Bangladesh dans les divers domaines socio-économiques, performance qui lui a valu la reconnaissance du fait que les critères d'élimination de la catégorie des PMA ont été

remplis pour la première fois. Nous notons qu'il s'agit en l'occurrence d'une importante avancée vers la réalisation de la Vision 2021 pour l'obtention du statut de pays à revenu intermédiaire ainsi que la Vision 2041 pour l'obtention du statut de pays développé.

28. **Nous avons pris note** du « Gender Gap Index of 2017 », rendu public par le Forum économique mondial, et qui a classé le Bangladesh au premier rang des pays d'Asie du Sud pour l'égalité des sexes pour la deuxième année consécutive. Le « Gender Gap Index 2017 » met en évidence le succès du Bangladesh dans quatre domaines clés : l'éducation, la participation économique, la santé et l'autonomisation politique. **Nous félicitons** le Bangladesh pour ses progrès remarquables dans l'autonomisation sociale des femmes qui ont apporté des changements substantiels dans la société traditionnelle et conservatrice dominée par les hommes.
29. **Nous réaffirmons** le rôle moteur du Comité permanent pour la coopération scientifique et technologique (COMSTECH) en termes de soutien aux efforts des États membres dans le domaine du développement de la science, de l'innovation et des technologies, la promotion de la recherche et les programmes de coopération menés conjointement, et appelons les États membres à veiller activement à la mise en œuvre des résultats du Sommet de l'OCI sur la science et la technologie tenu l'année dernière à Astana, au Kazakhstan.
30. **Nous soulignons** l'importance de la coopération économique et du partage de l'expérience et de l'expertise entre les États membres de l'OCI pour résoudre les problèmes liés à la récession économique, introduire les technologies innovantes, créer un climat favorable aux investissements et aux affaires, mettre en œuvre les projets mutuellement bénéfiques à long terme dans les domaines prioritaires de coopération et de développement infrastructurel pour transformer nos sociétés, et saluons le rôle joué par le COMCEC, la BID et autres institutions de l'OCI dans la promotion des échanges commerciaux intra-OCI.
31. **Nous soutenons** les efforts des États membres de l'OCI pour la mise en œuvre de programmes nationaux pour les énergies renouvelables et la création d'une économie innovante, et appelons à poursuivre l'étude des meilleures pratiques internationales en la matière.
32. **Nous notons** que devant l'épuisement graduel des ressources naturelles et l'exacerbation des problèmes dans le domaine de la protection et de la préservation de l'environnement, des écosystèmes et de la biodiversité, la nécessité se fait de plus en plus sentir pour une coopération mondiale solide sur le changement climatique, surtout dans le cas des pays vulnérables aux conséquences négatives du changement climatique, y compris un financement adéquat, le transfert de technologie et le renforcement des capacités des pays en développement par l'intermédiaire des pays développés. Dans ce contexte, [nous félicitons le Bangladesh pour sa campagne de protection de l'environnement, en particulier pour la création d'un fonds fiduciaire pour le changement climatique doté de ses propres ressources, pour la conservation et l'exploitation durable des océans, des mers et des ressources maritimes, et espérons que ce pays continuera à jouer un rôle d'avant-garde dans ce domaine.

33. **Nous reaffirmons** l'importance particulière du développement du tourisme, en tant que secteur économique clé qui contribue à la croissance durable à long terme, au développement socio-économique et, par conséquent, au renforcement de la compréhension mutuelle et à la promotion de la tolérance entre les différents peuples et cultures.
34. **Nous soulignons** l'importance des soins de santé pour assurer un niveau de vie élevé et la prospérité de la société dans son ensemble, et dans ce contexte, appelons à la mise en œuvre effective et complète du « Programme d'action stratégique de santé de l'OCI 2014-2023 » ; nous nous félicitons du renforcement de la coopération de l'OCI avec des partenaires internationaux importants dans le domaine des soins de santé.
35. **Nous approuvons** l'initiative visant à obtenir le statut d'Observateur privilégié pour l'Organisation de la Coopération Islamique à l'Assemblée Générale des Nations unies et **appelons** les Etats membres de l'OCI à soutenir l'initiative tendant à promouvoir le statut de l'OCI à l'AGNU.
36. **Nous nous félicitons** de la proposition de l'Etat des Emirats Arabes Unis d'accueillir la 46^{ème} Session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères, en 2019.
37. **Nous apprécions** la volonté de la Gambie d'accueillir le 14^{ème} Sommet islamique à Banjul en 2019 et **demandons** à tous les États membres d'y participer au plus haut niveau. **Nous les appelons également** à apporter l'assistance nécessaire à la Gambie pour que le Sommet soit couronné de succès.
38. **Nous exprimons** notre reconnaissance au Secrétaire général de l'OCI, Son Excellence Dr. Yousef A. Al-Othaimen pour ses efforts inlassables au service des intérêts de l'Oummah et de l'Action islamique commune afin de réaliser les objectifs, la vision et la mission de l'OCI dans les différents domaines.
39. **Nous saluons** également les efforts qu'il déploie en vue d'approfondir la coopération et le partenariat de l'OCI avec les diverses organisations régionales, sous-régionales et internationales et, en particulier l'ONU et ses institutions.
40. Enfin, **nous exprimons** notre profonde gratitude au peuple et au Gouvernement de la République Populaire du Bangladesh pour leur chaleureuse hospitalité et les excellentes dispositions prises pour garantir le bon déroulement et le succès de la 45^{ème} session du Conseil des ministres des affaires étrangères, sous le signe : « *des Valeurs islamiques pour la paix, la solidarité et le développement durable.* »
